

Délocalisations : le cercle vicieux

Les marmottes que je vends aujourd'hui ont toutes les yeux bridés » : ainsi parle le patron d'un grand hôtel d'altitude des Alpes. Des souvenirs de montagne qu'il propose aux touristes, l'essentiel vient d'Asie. Il poursuit : « Les mêmes jouets coûteraient vingt fois plus cher s'ils étaient fabriqués chez nous. » D'un côté, les délocalisations, dont on se rend compte qu'elles contribuent aux pertes d'emploi non seulement dans l'industrie, mais désormais aussi dans les services. Dont on se rend un peu moins compte à quel point elles polluent la planète : certains experts disent en plaisantant que le repas d'un Américain moyen a parcouru 3.000 km en moyenne avant d'arriver dans son assiette. Chez nous, on a du mal à croire que les pommes du Chili, les salades du Brésil et les poires d'Afrique du Sud envahissant nos marchés relèvent d'une économie tout à fait sensée (à titre personnel, je m'interdis d'en acheter : comme si la planète avait besoin de cela !).

De l'autre, les baisses de prix tous azimuts des biens de consommation. Partout, dans tous les secteurs. Bien entendu, ma vie professionnelle souffre quand mon employeur délocalise une usine, un centre de comptabilité ou un bureau d'études. Au plan personnel, par contre, je peux m'en payer

beaucoup plus, de plus en plus, toujours plus. Tout me payer ; des voyages exotiques, des home cinémas, des gadgets qui ont demandé plusieurs minutes ou heures de travail au bout du monde et dont je me désintéresserai l'instant d'après.

Une source de dépendances croissantes.

Mon pouvoir d'achat, ma richesse, se trouvent accrus d'un seul coup. Cela tombe bougrement bien : je désire tant de choses nouvelles...

Quand je regarde au quotidien, les délocalisations ne changent pas grand-chose, au fond. Mes avantages restent acquis, même les RTT résistent encore à peu près. Le chômage n'augmente pas trop. En y réfléchissant, je peux même me donner bonne conscience : en donnant du travail aux populations « en voie de développement », je contribue à accroître leur niveau de vie, n'est-ce pas ? Comme chacun le sait, les pays « à bas coûts » le sont parce qu'on ne s'y encombre pas de sécurité sociale, d'éducation obligatoire, de retraite ou de congés. On peut aussi le dire autrement : c'est que nous vivons aujourd'hui, nous, très au-dessus de nos moyens. Notre société a fait le choix d'assurer à chacun un niveau de vie de base avec télévision, lecteur DVD ou ordinateur. Si aujourd'hui je devais réévaluer ma consommation avec des prix de fabrication occidentaux, quel pouvoir d'achat au-

rais-je ? Beaucoup moins sur les biens d'équipement et de consommation, inévitablement. A combien reviendrait un réfrigérateur, un téléviseur, un ordinateur, si tous les composants en étaient fabriqués avec des coûts horaires français ? Et une voiture ? Pourrais-je alors seulement imaginer m'offrir ces belles berlines qui ont fait rêver le million et demi de visiteurs du dernier Mondial ?

Le principal danger des délocalisations est sans doute là, dans cette double bombe à retardement qu'elles induisent à moyen terme. D'abord, les délocalisations massives nous placent en situation de dépendance considérable. La crise actuelle des prix des matières premières constitue un bel exemple de cercle vicieux. On attribue la hausse des prix à la « surchauffe » des économies asiatiques. Surchauffe destinée à satisfaire leurs besoins croissants, mais aussi les nôtres : l'acier part en Chine aussi parce que nous achetons en Chine des équipements à base d'acier. En Europe, la hausse des prix de l'acier fait baisser les marges des PME de manière dramatique. Ainsi les patrons ayant encore conservé des productions chez nous se sentent en danger et délocalisent à leur tour... et contribuent à la surchauffe des économies asiatiques, donc au renchérissement de l'acier...

Ensuite, les prix des produits que nous achetons aujourd'hui s'accroî-

tront forcément, à mesure que les pays « émergents » auront émergé, c'est-à-dire quand le niveau de vie de leurs populations intégrera santé, télévision, voiture, environnement (et RTT ?) pour chacun. L'économie mondialisée prépare des prix tendant forcément vers ceux de nos propres fabrications. Le pouvoir d'achat calculé avec des prix « made in Occident » prend ici tout son sens : car ces prix sont peu ou prou les prix d'une économie mondiale stabilisée. Combien de temps faudra-t-il pour y arriver ? Dix ans ? Vingt ans ? Peut-être. Mais guère plus. Il ne s'agit au fond que de progresser vers l'équilibre de vases désormais communicants.

Un jour, les prix de fabrication « là-bas » seront directement compétitifs avec les nôtres. Ce jour-là, les investissements opportunistes et conjoncturels de notre temps reviendront-ils chez nous ? Pas si sûr : parce que les investissements les plus performants seront dans les économies « émergées », tout comme les savoir-faire, les capacités de recherche et développement. Et surtout, parce que ces économies auront acquis la dynamique du progrès indispensable à tout développement, et que nous ne maîtriserons plus tout à fait nous-mêmes. Nos enfants pourront-ils encore s'acheter des marmottes en bois en passant par les cols des Alpes ?

JEAN-CHRISTOPHE BERLOT est consultant Executive Portance.